

**Avis rendu le 2 juillet 2022**

**Titres : Principes : 1, 4, 5 – Articles 2, 8, 15, 18, 21**

*Le code de déontologie des psychologues concerne les personnes habilitées à porter le titre de psychologue conformément à la loi n°85-772 du 25 juillet 1985 (JO du 26 juillet 1985). Le code de déontologie des psychologues de 1996 a été actualisé en février 2012, puis en septembre 2021, et c'est sur la base de celui-ci que la Commission rend désormais ses avis.*

**RÉSUMÉ DE LA DEMANDE**

La demande émane d'un cabinet d'avocats représentant une entreprise qui a licencié une employée « pour inaptitude ». Auparavant, cette salariée avait été mise en arrêt maladie par son médecin et avait débuté un suivi avec une psychologue. Cette dernière a rédigé un courrier qui a été versé au dossier dans le cadre du contentieux prud'homal. Dans cet écrit adressé au médecin du travail, la psychologue alerte sur les risques, pour sa patiente, d'« aggravation de son état de santé », en cas de « retour dans cette entreprise ». Le cabinet d'avocats conteste la forme de ce courrier mais souligne également le fait que la psychologue aurait manqué de « prudence et [de] responsabilité » dans son évaluation de la situation.

**Document joint :**

- Courrier d'une psychologue tamponné et numéroté par un cabinet d'avocats

**AVIS**

*AVERTISSEMENT : La CNCDP, instance consultative, rend ses avis à partir des informations portées à sa connaissance par le demandeur, et au vu de la situation qu'il décrit. La CNCDP n'a pas qualité pour vérifier, enquêter, interroger. Ses avis ne sont ni des arbitrages ni des jugements : ils visent à éclairer les pratiques en regard du cadre déontologique que les psychologues se sont donné. Les avis sont rendus par l'ensemble de la commission après étude approfondie du dossier par deux rapporteurs et débat en séance plénière.*

La Commission se propose de traiter du point suivant :

- L'écrit du psychologue dans un contexte prud'homal

## L'écrit du psychologue dans un contexte prud'homal

Le psychologue choisit et utilise les outils qui lui semblent les plus adaptés pour le suivi de ses patients. Comme le rappelle l'article 21 du code de déontologie, l'entretien fait partie des principaux outils à sa disposition :

**Article 21 :** « Un des outils principaux de la·du psychologue est l'entretien. Quand, à des fins d'évaluation, de diagnostic, d'orientation ou de sélection, la·le psychologue a recours aux tests, ceux-ci doivent avoir été scientifiquement validés. Dans l'administration, la correction et l'analyse des résultats de tests, la·le psychologue respecte les principes scientifiques et professionnels acquis pendant sa formation spécifique et en référence aux recommandations de la commission internationale des tests. »

Le psychologue tient ses compétences de sa formation initiale et des formations qu'il peut être amené à poursuivre tout au long de sa pratique. Comme précisé dans le Code, ses connaissances lui permettent d'émettre des avis et des hypothèses diagnostiques, ainsi le rappelle le Principe 4 :

### Principe 4 : Compétence

« La·le psychologue tient sa compétence :

- de connaissances théoriques et méthodologiques acquises dans les conditions définies par l'article 44 de la loi du 25 juillet 1985 modifiée, relative à l'usage professionnel du titre de psychologue ;
- de l'actualisation régulière de ses connaissances ;
- de sa formation à discerner son implication personnelle dans l'approche et la compréhension d'autrui.

Chaque psychologue est garant de ses qualifications particulières. Elle·il définit ses limites propres compte tenu de sa formation et de son expérience. Il est de sa responsabilité déontologique de refuser toute intervention lorsqu'elle·il sait ne pas avoir les compétences requises. Quels que soient le contexte de son intervention et les éventuelles pressions subies, elle·il agit avec prudence, mesure, discernement et impartialité. »

Dans le cadre de ses interventions, le psychologue, veille à préserver la dignité du patient, et à prendret en compte la personne dans sa dimension psychique. En cela, il suit les préconisations du Principe 1 et de l'article 2 :

## **Principe 1 : Respect des droits fondamentaux de la personne**

*« La·le psychologue réfère son exercice aux libertés et droits fondamentaux garantis par la loi et la Constitution, par les principes généraux du Droit communautaire et par les conventions et traités internationaux. Elle·il exerce dans le respect de la personne, de sa dignité et de sa liberté. »*

*La·le psychologue s'attache à respecter l'autonomie de la personne et en particulier son droit à l'information, sa liberté de jugement et de décision. Toute personne doit être informée de la possibilité de consulter directement la·le psychologue de son choix. »*

**Article 2 :** *« La mission fondamentale de la·du psychologue est de faire reconnaître et respecter la personne dans sa dimension psychique. Son activité porte sur les composantes psychologiques des individus considérés isolément ou collectivement et situés dans leur contexte. »*

Le psychologue est donc attentif à la souffrance de son patient et aux retentissements qu'elle engendre tant dans sa vie personnelle que professionnelle. Dans certaines situations, il est nécessaire de communiquer un certain nombre d'informations à un tiers, si celui-ci peut contribuer à l'amélioration de la santé mentale du patient. Dans ce cas, le psychologue transmet les éléments nécessaires à la compréhension de la situation, en accord avec la personne concernée, ainsi que le recommande l'article 8 du Code :

**Article 8 :** *« Dans tout échange entre professionnels ayant pour objet l'examen de personnes ou de situations, la·le psychologue partage uniquement les informations strictement nécessaires à la finalité professionnelle, conformément aux dispositions légales en vigueur. En tenant compte du contexte, elle·il s'efforce d'informer au préalable les personnes concernées de sa participation à ces échanges. »*

Dans la situation présentée à la Commission, la psychologue exerce dans le champ de la psychologie du travail, et plus particulièrement « en prévention des risques professionnels et en psychopathologie du travail ». Cela suppose que ces domaines de compétence lui apportent la légitimité nécessaire pour formuler des hypothèses diagnostiques au sujet des patients qu'elle suit. A cette fin, elle choisit sa démarche clinique en toute autonomie, comme le rappelle le Principe 5 :

## **Principe 5 : Responsabilité et autonomie professionnelle**

*« Dans le cadre de sa compétence professionnelle et de la nature de ses fonctions, la·le psychologue est responsable, en toute autonomie, du choix et de l'application de ses modes d'intervention, des méthodes ou techniques qu'elle·il conçoit et met en œuvre, ainsi que des avis qu'elle·il formule. »*

*Elle·il défend la nécessité de cette autonomie professionnelle inhérente à l'exercice de sa profession notamment auprès des usagers, employeurs ou donneurs d'ordre. Au préalable et jusqu'au terme de la réalisation de ses missions, elle·il est attentif·ve à l'adéquation entre celles-ci et ses compétences professionnelles.*

*Elle·il peut exercer différentes missions et fonctions. Il est de sa responsabilité de les distinguer et de faire distinguer leur cadre respectif. »*

À la suite d'entretiens avec l'employée, la psychologue a rédigé un courrier à l'attention de la médecine du travail afin de prévenir une possible « aggravation de son état de santé » de sa patiente. Dans ce sens, elle semble avoir répondu aux préconisations du Principe 1 déjà cité.

Les informations transmises dans ce courrier permettent au destinataire de prendre la mesure des besoins de la patiente sans dévoiler d'éléments personnels qui ne seraient pas nécessaires. En cela, cet écrit suit les recommandations de l'article 15 :

**Article 15 :** *« La·le psychologue présente ses conclusions de façon claire et adaptée à la personne concernée. Celles-ci répondent avec prudence et discernement à la demande ou à la question posée.*

*Lorsque ces conclusions sont transmises à un tiers, elles ne comportent les éléments d'ordre psychologique qui les fondent que si nécessaire. L'assentiment de la personne concernée ou son information préalable est requis. »*

Dans son écrit, la psychologue s'appuie essentiellement sur les paroles de sa patiente lors des consultations. Elle fonde son évaluation de la situation sur leurs échanges, en prenant appui sur ses propres observations.

Enfin, dans sa forme, l'écrit de la psychologue respecte toutes les recommandations de l'article 18, à l'exception du numéro ADELI :

**Article 18 :** *« Les documents émanant d'un·e psychologue sont datés, portent son identité, son titre, son numéro d'inscription sur les registres légaux en vigueur, ses coordonnées professionnelles, sa signature ainsi que la·le destinataire et l'objet de son écrit. Seul la·le psychologue auteur·e de ces documents est habilité·e à les signer, les modifier, ou les annuler. Elle·il fait respecter la confidentialité de son courrier postal ou électronique. »*

Cependant comme le destinataire est mentionné, sans indication de l'adresse postale, cette . formulation ne permet pas de savoir si ce courrier a directement été adressé à la médecine du travail, s'il a été remis à un tiers ou directement à la patiente.



Pour la CNCDP  
Le Président  
Antony CHAUFTON

La CNCDP a été installée le 21 juin 1997 par les organisations professionnelles et syndicales de psychologues. Ses membres, parrainés par les associations de psychologues, siègent à titre individuel, ils travaillent bénévolement en toute indépendance et sont soumis à un devoir de réserve. La CNCDP siège à huis clos et respecte des règles strictes de confidentialité. Les avis rendus anonymes sont publiés sur les sites des organisations professionnelles avec l'accord du demandeur.

Toute utilisation des avis de la CNCDP par les demandeurs se fait sous leur entière responsabilité.

CNCDP, Avis N° 22 - 12

Avis rendu le : 2 juillet 2022

Principes, Titres et articles du code cités dans l'avis :

Principes : 1, 4, 5 – Articles 2, 8, 15, 18, 21

Indexation du résumé :

Type de demandeur : Particulier TA Employé

Contexte de la demande : Procédure judiciaire entre employé et employeur

Objet de la demande d'avis : Écrit d'un psychologue TA Courrier professionnel

Indexation du contenu de l'avis :

Autonomie professionnelle

Compétence professionnelle TA Formation

Écrits psychologique TA Identification des écrits professionnels

Impartialité

Respect du but assigné

Prudence